

INSTRUCTION

N° 97-032-M0 du 28 février 1997

NOR : BUD R 97 00032 J

Texte publié au BOCP

COMMUNICATION DE DOCUMENTS PAR LES SERVICES DÉCONCENTRES DE L'ÉTAT

ANALYSE

Diffusion de la circulaire relative aux modalités d'application de l'article L. 2121-26 du code général des collectivités territoriales sur le droit de communication

Date d'application : 28/02/1997

MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE SANTÉ ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; SERVICES DÉCONCENTRÉS ; RELATIONS AVEC LE PUBLIC ; DOCUMENT ADMINISTRATIF ; DROIT DE COMMUNICATION

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPG	DOM	RF	T								

DIFFUSION

GT 15

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Sous-direction D - Bureaux D2-D3

La présente instruction a pour objet de porter à la connaissance des comptables la circulaire interministérielle du 30 janvier 1997 relative aux modalités d'application de l'article L 2121-6 du code général des collectivités territoriales sur le droit de communication, par les services déconcentrés de l'Etat, des comptes et des budgets.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION D

PIERRE LOUIS MARIEL

ANNEXE : Circulaire interministérielle du 30 janvier 1997

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ET DES AFFAIRES SOCIALES

MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE
DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT
ET DE LA DÉCENTRALISATION

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

MINISTÈRE DÉLÉGUÉ AU LOGEMENT

Circulaire interministérielle du 30 janvier 1997 relative aux modalités d'application de l'article L 2121-26 du code général des collectivités territoriales sur le droit de communication, par les services déconcentrés de l'Etat, des comptes et budgets.

PREAMBULE :

Jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, l'article L 2121-26 du code général des collectivités territoriales permettait à tout habitant ou contribuable de demander communication sans déplacement ou de prendre copie totale ou partielle des procès-verbaux du conseil municipal, des budgets et des comptes de la commune, des arrêtés municipaux.

Cette rédaction étant, toutefois, apparue restrictive au regard des dispositions de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal, le législateur de 1992 a modifié en conséquence l'article L 2121-26 susvisé du code général des collectivités territoriales.

Désormais le nouvel article L 2121-26 du code général des collectivités territoriales tel qu'il est complété par l'article 17 I et II de la loi n° 92-125 du 6 février 1992 précitée, est ainsi libellé :

« Toute personne physique ou morale a le droit de demander communication sans déplacement, de prendre copie totale ou partielle des procès-verbaux du conseil municipal, des budgets et des comptes de la commune, des arrêtés municipaux.

ANNEXE (suite)

Chacun peut les publier sous sa responsabilité.

La personne visée au premier alinéa désireuse de se faire communiquer la copie des budgets ou des comptes d'une commune peut l'obtenir à ses frais aussi bien du maire que des services extérieurs (services déconcentrés) de l'Etat ».

De plus, l'application de l'article L 2121-26 du code général des collectivités territoriales a été étendue à d'autres collectivités et établissements publics par les dispositions suivantes :

- article 17 - III : « L'article 67 de la loi du 10 août 1871 précitée est complété par un troisième alinéa ainsi rédigé : « les dispositions de l'article L 2121-26 du code général des collectivités territoriales sont applicables aux départements » ».

- article 17 - IV : « L'article 6 de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 précitée est complété par un huitième alinéa ainsi rédigé : « les dispositions de l'article L 2121-26 du code général des collectivités territoriales sont applicables aux régions » ».

- article 17 - V : « Les dispositions de l'article L 2121-26 du code général des collectivités territoriales s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes, aux établissements publics de coopération intercommunale, aux établissements publics de coopération interdépartementale, aux établissements publics de coopération interrégionale et aux syndicats mixtes mentionnés à l'article L 5721-2 du code général des collectivités territoriales ».

Ainsi, la loi du 6 février 1992 précitée, élargit les dispositions de l'article 2121-26 du code général des collectivités territoriales :

- en permettant à toute personne physique ou morale de se faire communiquer les comptes et budgets d'une collectivité ou de certains établissements publics locaux,

- en prévoyant, pour ce qui concerne les budgets et les comptes des collectivités territoriales et de certains de leurs établissements, que la communication de ces documents peut être effectuée aussi bien par les services ordonnateurs que par les services déconcentrés de l'Etat.

En outre, elle rend ces dispositions applicables à l'ensemble des collectivités territoriales, aux établissements publics administratifs des communes et aux établissements publics de coopération.

La présente circulaire a pour objet de préciser les modalités pratiques selon lesquelles la communication des budgets et comptes est réalisée.

*

* *

ANNEXE (suite)

I - LES PRINCIPES GENERAUX**10 - LES BENEFICIAIRES DU DROIT D'ACCES AUX COMPTES ET BUDGETS**

La loi du 6 février 1992 élargit le champ des bénéficiaires.

Désormais :

100 : Toute personne physique comme toute personne morale peut demander communication des documents énumérés au paragraphe 13 ci-dessous.

Le droit d'accès aux comptes et budgets d'une collectivité ou d'un établissement public visé par l'article L 2121-26 du code général des collectivités territoriales n'est plus, comme par le passé, réservé aux seuls habitants et contribuables de la collectivité. Il n'est plus celui du citoyen limité par l'espace communal ou la part qu'il prend au paiement de l'impôt.

Peuvent accéder à ces documents :

- les personnes physiques ;
- les personnes morales de droit privé (syndicats, associations...) ;
- les administrations de l'Etat ;
- les collectivités territoriales ;
- les personnes publiques de statuts divers.

101 : Le droit d'accès est ouvert à toute personne sans distinction de nationalité.

La loi du 6 février 1992 ne subordonne la recevabilité de la demande d'accès à aucune condition de nationalité. Toute personne étrangère peut, à l'égal de tout citoyen français, demander communication des comptes et budgets des organismes publics ci-dessous énumérés.

102 : Le demandeur n'a pas à justifier « d'un intérêt à agir ».

Les services déconcentrés de l'Etat ne sont pas fondés à exiger que le demandeur indique les motifs de sa démarche ou l'usage qu'il entend faire des documents sollicités. De même, le demandeur n'a pas à apporter d'indications sur sa qualité pour agir.

ANNEXE (suite)

11 - LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET LEURS ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CONCERNÉS PAR CETTE NOUVELLE PROCÉDURE DE COMMUNICATION DE DOCUMENTS ADMINISTRATIFS.

L'article 17 de la loi du 6 février 1992, en modifiant le code des communes, a prévu d'en étendre également les dispositions à l'ensemble des collectivités territoriales et à certaines catégories d'établissements publics.

110 - Les nouvelles modalités de communication s'appliquent donc aux budgets et aux comptes :

110-1 : - des communes et de leurs services non dotés de la personnalité morale, quelle qu'en soit la nature.

110-2 : - des établissements publics administratifs des communes tels que :

- les centres d'action sociale,
- les caisses des Ecoles,
- les offices publics d'H.L.M. communaux et intercommunaux,
- les caisses de crédit municipal.

110-3 : - des départements et des régions et de leurs services non dotés de la personnalité morale, quelle qu'en soit la nature.

Les paragraphes III et IV de l'article 17 de la loi du 6 février 1992 ont introduit à l'article 67 de la loi du 10 août 1971 d'une part, et à l'article 6 de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 d'autre part, une disposition rendant applicable l'article L 2121-26 du code général des collectivités territoriales aux départements et aux régions : à cet égard, il convient de remarquer que cette mesure est d'application stricte.

En effet, le droit de communication instauré par la transposition de cet article L 2121-26 du code général des collectivités territoriales concerne uniquement les collectivités territoriales elles-mêmes (département, région) et non leurs établissements publics administratifs dotés de la personnalité morale pour lesquels la communication des documents s'effectue selon les modalités définies par la loi du 17 juillet 1978 susvisée (par exemple : offices publics d'H.L.M. départementaux).

ANNEXE (suite)

Par ailleurs, il est souligné que la collectivité territoriale de CORSE est soumise au régime en vigueur pour les régions. En revanche, les territoires d'Outre-Mer ne sont pas concernés par la communication des documents définie par l'article 2121-26 du code général des collectivités territoriales.

110-4 : des établissements publics de coopération intercommunale dont les :

- syndicats de communes (SIVOM, SIVU),
- districts,
- communautés urbaines,
- communautés de villes,
- communautés de communes,
- communautés d'agglomération nouvelle,
- syndicats d'agglomération nouvelle,
- syndicats mixtes mentionnés à l'article L 5711-1 du code général des collectivités territoriales.

110-5 : - des établissements publics de coopération interdépartementale, à savoir :

- les institutions et organisations interdépartementales

110-6 : - des établissements publics de coopération interrégionale tels que :

- les ententes interrégionales,
- les institutions d'utilité régionale.

110-7 : -des syndicats mixtes mentionnés à l'article L 5721-2 du code général des collectivités territoriales.

111 - En revanche, ne sont pas concernés par les dispositions de l'article L 2121-26 du code général des collectivités territoriales précité, les établissements publics locaux suivants :

- les associations syndicales autorisées (établissement public administratif non communal mais local), association foncière de remembrement ;
- les établissements sociaux et médico-sociaux relevant de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 modifiée relative aux institutions sociales et médico-sociales ;
- les établissements publics à caractère industriel et commercial (OPAC, régies personnalisées) ;
- enfin, les établissements publics de santé relevant de la loi du 31 juillet 1991 modifiée portant réforme hospitalière.

ANNEXE (suite)

12 - LES AUTORITES ADMINISTRATIVES HABILITEES A COMMUNIQUER LES DOCUMENTS DANS LE CADRE DE L'ARTICLE L 2121-26 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Alors que dans le cadre de la loi du 17 juillet 1978 précitée, l'accès aux documents administratifs non nominatifs nécessite la saisine et l'accord de l'autorité administrative chargée de l'exécutif d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public (maire, président), l'article 2121-26 du code général des collectivités territoriales permet à tout demandeur d'obtenir communication des budgets et des comptes des collectivités territoriales et établissements publics visés ci-dessus, aussi bien de leur organe exécutif que des services déconcentrés de l'Etat, c'est-à-dire des comptaibles locaux et des préfets.

Sans qu'il soit besoin d'obtenir une autorisation préalable de l'autorité administrative dont émanent les budgets et comptes, la communication de ces documents doit être assurée par les services qui les détiennent soit au titre de comptable, soit dans le cadre du contrôle de légalité.

121 - Les comptaibles concernés se voient confier une compétence qui leur est propre dès lors que la demande de communication vise les budgets et comptes des organismes dont ils assurent la gestion.

Il convient néanmoins, dans un souci de bonne administration, que les comptaibles locaux tiennent informé, par écrit, le représentant de la collectivité ou de l'établissement public en cause, de la démarche engagée par toute personne physique ou morale auprès d'eux et des suites données.

122 - Les préfets et les sous-préfets chargés d'exercer un contrôle de légalité et un contrôle budgétaire dans le cadre défini par la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, sont destinataires des actes budgétaires et des comptes des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics.

Au même titre que les comptaibles, il leur incombe la nouvelle obligation de communiquer les budgets et les comptes des collectivités ou établissements qu'ils détiennent.

Il convient de rappeler que les demandeurs ne sont pas tenus de s'adresser en priorité aux maires ou aux présidents pour obtenir communication de ces documents. Toutefois, rien ne paraît s'opposer à ce que l'administration préfectorale s'assure éventuellement que les documents sollicités n'ont pas été communiqués par ailleurs.

ANNEXE (suite)

La recommandation faite aux comptables locaux d'informer les autorités dont proviennent les budgets et comptes, des demandes de communication et de la suite qui leur est donnée, est également valable pour les préfets et les sous-préfets.

13 - LES DOCUMENTS COMMUNICABLES PAR LES SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.

130 : Les budgets :

Il s'agit :

- du budget primitif,
- des décisions modificatives dont le budget supplémentaire,
- du ou des budgets annexes,
- des annexes du budget définies par les instructions comptables M11, M12, M31 et M51 et qui sont selon les collectivités concernées :
 - l'état de la dette et des créances à long terme,
 - l'état des emprunts garantis,
 - l'état des emprunts et dettes à long et moyen terme,
 - l'état des prêts, avances et créances à long et moyen terme,
 - l'état des recettes grevées d'affectation spéciale,
 - l'état du personnel, c'est-à-dire l'état des emplois ouverts au sein de la collectivité ou de l'établissement concerné,
 - l'état de répartition des crédits de subventions, allocations et secours,
 - l'état des biens meubles et immeubles,
 - l'état de la voirie,
 - l'état des provisions constituées,
 - l'état des crédits de trésorerie.

ANNEXE (suite)

En revanche, les annexes énumérées par les articles L 2313-1 et L 1411-13 du code général des collectivités territoriales modifiés, et introduites par les articles 13 et 14 de la loi du 6 février 1992 précitée, (voir instruction n° 93-63-M11-M12-M51 du 3 juin 1993) ne sont pas communicables par les comptables, même s'ils sont en leur possession. Il s'agit des différents documents relatifs à la situation financière :

- des communes de 3 500 habitants et plus, de leurs établissements publics administratifs,
- des établissements publics de coopération intercommunale ainsi que des syndicats mixtes mentionnés à l'article L 5711-1 du code général des collectivités territoriales, comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus, ainsi que des documents relatifs à l'exploitation des services publics délégués.

En effet, les articles L 2313-1 et L 1411-13 du code général des collectivités territoriales prévoient uniquement la possibilité d'en prendre connaissance en mairie. Ils ne reprennent pas le droit institué par l'article 2121-26 susvisé, d'en recevoir copie, l'information du public étant assurée par la mise à disposition en mairie ou au siège de l'établissement de ces documents.

131 - Les comptes

Ce sont :

- le compte de gestion sur chiffres quel que soit l'exercice concerné et non le compte de gestion sur pièces.
- le compte administratif,
- et, le cas échéant, le compte financier et les documents qui lui sont annexés, dans les mêmes conditions que le compte de gestion.

A l'exception de la balance des comptes, des fiches de situation financière et du compte administratif, les comptables des organismes locaux précités ne peuvent pas communiquer au sens de l'article L 2121-26 du code général des collectivités territoriales, d'autres pièces générales ou particulières composant le compte de gestion sur pièces.

ANNEXE (suite)

14 - SUITE A DONNER AUX DEMANDES DE COMMUNICATION DES DOCUMENTS AUTRES QUE LES BUDGETS ET LES COMPTES

Il est rappelé que toute demande de communication de documents autres que les comptes et budgets définis au paragraphe 13 est régie par les dispositions de la loi du 17 juillet 1978 précitée. Ainsi que l'a confirmé la commission d'accès aux documents administratifs (CADA), dans des avis récents, cette demande relève de l'autorité du représentant légal de la collectivité territoriale ou de l'établissement public, seul compétent pour décider de leur communication, au regard des exceptions de l'article 6 de la loi du 17 juillet 1978 précitée.

Le comptable local saisi d'une telle demande doit donc la transmettre à l'ordonnateur ou demander à celui-ci l'autorisation expresse et écrite de procéder à la communication des documents (cf : circulaire n° 85-236 du 4 octobre 1985 diffusée par l'instruction n° 86-20-MO du 13 février 1986 et instruction n° 88-22 MO du 23 février 1988, rubrique 113.3).

Il en est de même pour les demandes présentées aux préfets et sous-préfets, que les services préfectoraux doivent transmettre aux autorités locales compétentes, en avisant l'intéressé de cette transmission.

II - MODALITES DE COMMUNICATION DES COMPTES ET BUDGETS**20 - DISPOSITIONS GENERALES**

L'article L 2121-26 du code général des collectivités territoriales ne laisse aucun pouvoir d'appréciation aux services déconcentrés de l'Etat. Les comptables locaux et les préfets n'ont donc pas la possibilité de refuser de communiquer les comptes et budgets des collectivités et établissements publics locaux concernés, même en cas de présomption d'utilisation commerciale des documents dont la communication est sollicitée.

L'obligation de communiquer les budgets et comptes n'est pas limitée aux actes adoptés après publication de la loi du 6 février 1992, mais s'étend aux budgets et comptes antérieurs, la volonté du législateur étant de faciliter l'accès aux actes essentiels de la gestion locale.

Néanmoins, cette obligation ne s'impose aux services déconcentrés de l'Etat que si certaines conditions sont réunies.

ANNEXE (suite)

200 - Pour être communicables, les comptes et budgets doivent exister.

L'obligation de communiquer ne s'impose pas à l'égard des documents qui n'existent pas ou plus. L'Administration n'est pas tenue d'élaborer un document non encore établi, pour satisfaire la demande d'une personne. Il en est ainsi lorsque le document a été détruit volontairement lors de son archivage ou a été égaré. C'est aussi le cas d'un document qui bien que consulté antérieurement n'a pas été conservé (Conseil d'Etat 26 novembre 1986 Le Fellic).

201 - Pour être communicables, les comptes et budgets doivent être « achevés ».

Les comptes et budgets sont considérés « inachevés » tant que l'organe délibérant n'a pas statué, quel que soit le résultat du scrutin, approbation ou refus d'approbation du compte ou du budget.

202 - Pour être communicables, les comptes et budgets doivent être détenus par les services déconcentrés de l'Etat.

Les services déconcentrés de l'Etat ne sont pas tenus d'effectuer des recherches pour satisfaire aux demandes qui leur sont présentées lorsqu'ils ne sont pas ou plus en possession des documents demandés.

Sont réputés être détenus par les comptables locaux, les comptes qui se trouvent chez les comptables supérieurs pour mise en état d'examen ou apurement et au cours de la période de conservation des comptes soumis à l'apurement administratif, soit 4 ans après la clôture de l'exercice et 2 ans après la décharge définitive. Dans ces cas, le comptable local saisi transmet la demande au comptable supérieur compétent alors chargé d'en assurer la communication. Le demandeur est avisé de cette transmission.

Lorsque les comptes ont été produits au juge des comptes ou archivés par le comptable supérieur, les demandes de communication sont transmises, selon le cas, au service qui détient les pièces : chambre régionale des comptes ou service départemental des Archives, conformément aux dispositions de l'instruction n° 91-1 MO du 9 janvier 1991. Le demandeur est tenu informé de cette transmission.

Il est souligné, que selon la jurisprudence du Conseil d'Etat, les agents des services déconcentrés de l'Etat n'ont pas l'obligation d'attester la conformité à l'original de la copie qu'ils délivrent, dès lors que ce document ne concerne pas à titre individuel le demandeur (arrêt rendu par le Conseil d'Etat 25 juillet 1919 BOUYSSON, à l'égard d'un maire).

ANNEXE (suite)

203 - Demandes abusives

De la même façon que l'administration n'a pas à établir un document qui n'existe pas ou plus au moment de la requête, elle n'a pas à honorer une demande si cette dernière la conduit à faire des recherches longues en raison soit du caractère imprécis ou trop général de la demande, soit de la quantité des documents dont la communication est sollicitée.

Il en est ainsi par exemple :

- lorsque le document visé n'est pas clairement identifié ou lorsque la communication concerne plusieurs ou l'ensemble des comptes des collectivités de la circonscription géographique d'une préfecture ou d'une trésorerie pour une année donnée,
- lorsqu'elle concerne les comptes d'un même organisme sur plusieurs années,
- lorsque le demandeur a déjà pris connaissance, quelques mois auparavant, du dossier auquel il demande accès.

Mais si la demande concerne un dossier volumineux, la communication peut, si cela est possible, être limitée à une consultation sur place suivie d'une délivrance de copies pour les seuls éléments sélectionnés par le demandeur (CADA, 21 juillet 1988).

21 - LA PROCEDURE A SUIVRE

210 - Nécessité d'une demande préalable écrite

La personne physique ou morale qui désire obtenir communication des comptes et budgets doit en faire la demande écrite et précise quel que soit le mode de communication souhaité. En effet, en cas de litige avec les services déconcentrés de l'Etat, le demandeur doit pour faire reconnaître son droit à communication, pouvoir établir l'existence d'une demande écrite, celle-ci ne se présumant pas.

211 - Délai de réponse

Aucun délai n'a été fixé par la loi du 6 février 1992 susvisée. Toutefois, il est souligné que le silence de l'Administration à l'égard d'une demande équivaut au bout de quatre mois à une décision de rejet susceptible de recours, conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi du 17 juillet 1900. Aussi est-il recommandé d'organiser la communication des documents sollicités, dans les meilleurs délais.

ANNEXE (suite)

212 - Contentieux

Les recours intentés contre les décisions de refus opposées par les services déconcentrés de l'Etat relèvent du juge administratif sans que soit nécessaire, comme pour le droit de communication institué par la loi du 17 juillet 1978, le recours préalable à la Commission d'accès aux documents administratifs.

Le recours s'exerce dans les deux mois qui suivent une décision expresse et motivée de refus. En l'absence de décision explicite pendant quatre mois et à l'expiration de ce délai, la décision implicite de rejet peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois.

Il est rappelé que le délai de recours contentieux n'est opposable aux intéressés que si la notification de la décision de refus indique le délai et les voies de recours. En cas de décision implicite de rejet, il n'est opposable que si la demande de l'intéressé a fait l'objet d'un accusé de réception mentionnant notamment le délai à l'expiration duquel, à défaut d'une décision expresse, la demande sera réputée rejetée et les délais et voies de recours contre la décision implicite de rejet (articles 5 et 9 du décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983).

213 - Le mode d'accès

L'article L 2121-26 du code général des collectivités territoriales comporte outre le droit de consultation sur place, le droit de prendre copie totale ou partielle des documents, celui de recevoir, à ses frais, copie des budgets et des comptes d'une collectivité territoriale et de ses établissements.

La communication de ces documents peut donc s'effectuer :

- soit sur place
- soit par envoi.

2130 - Communication sur place

Cette communication consiste en la consultation gratuite sur place du ou des documents ou remise de copies des comptes ou budget aux frais du demandeur.

ANNEXE (suite)

Les services pourront déterminer les horaires de consultation de manière à concilier l'intérêt des personnes physiques ou morales et l'organisation des services de l'Etat. Par ailleurs la communication pourra être étalée dans le temps afin de ne pas perturber le bon fonctionnement des services.

L'intéressé peut prendre lui-même copie du compte ou du budget en utilisant un moyen de reproduction photographique.

Lorsque les budgets et les comptes sont détenus par l'autorité supérieure, la consultation sur place devra être effectuée dans les locaux ou siège de cette même autorité. En effet, dans son arrêt LALANDE du 26 octobre 1988, le Conseil d'Etat a jugé que « la consultation des documents doit avoir lieu dans les locaux du service qui en assure la conservation, sans que l'Administration soit tenue de transférer ces documents dans les locaux d'un autre service pour les besoins de cette consultation ».

2131 - Envoi des documents

Lorsque le montant des frais de photocopies est élevé, le paiement peut être imposé par l'Administration avant l'envoi des documents.

22 - FRAIS D'ENVOI ET DE PHOTOCOPIES.

Conformément aux dispositions de l'alinéa 2 de l'article L 2121-26, la communication de la copie des budgets et comptes se fait aux frais du demandeur.

Aux termes de l'arrêté du Premier Ministre du 29 mai 1980 relatif à la reproduction des documents administratifs, toute copie est tarifée 1 franc la photocopie.

Les sommes encaissées par les comptables locaux sont comptabilisées au compte 901-590 « Produits divers », ligne 899 « recettes diverses » dans les écritures du comptable supérieur et à la rubrique 302 « Recettes diverses du Trésor » sous rubrique « encaissements divers », au niveau du poste comptable.

ANNEXE (suite et fin)

Les sommes encaissées par les régisseurs de recettes des préfectures donnent lieu à rattachement par voie de fonds de concours au chapitre 37-10 du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire.

Le ministre du travail
et des affaires sociales

Jacques BARROT

Le ministre de la fonction publique
de la réforme de l'état et
de la décentralisation

Dominique PERBEN

Le ministre de l'économie
et des finances

Jean ARTHUIS

Le ministre délégué au logement

Pierre-André PERISSOL